

Unité départementale de Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche-Sur-Yon, le 22 août 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LAITERIE DE MONTAIGU

Le Planty
Saint Georges de Montaigu
CS 60061
85600 Montaigu-Vendée

Références : SRNT-2025-0543
Code AIOT : 0006300905

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/07/2025 dans l'établissement SAS LAITERIE DE MONTAIGU implanté Le Planty Saint Georges de Montaigu 85600 Montaigu-Vendée. L'inspection a été annoncée le 11/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée suite au dépassement du seuil de concentration en legionella pneumophila de 100 000 UFC/L dans le circuit de la tour aéroréfrigérante (TAR) Evapo 1 (prélèvement du 24 juin 2025 - 2 400 000 UFC/L legionella pneumophila - dont l'inspection des installations classées a eu connaissance le 09/07/2025), dans l'objectif de s'assurer que l'exploitant a bien pris les mesures correctives qui s'imposent et mette en œuvre les moyens permettant d'empêcher que cette situation ne se reproduise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LAITERIE DE MONTAIGU
- Le Planty Saint Georges de Montaigu 85600 Montaigu-Vendée
- Code AIOT : 0006300905
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La laiterie de Montaigu exerce à Montaigu-Vendée une activité de traitement du lait et de fabrication de produits laitiers tels que beurre AOP, crème UHT, préparations pour dessert, glace à l'italienne et poudre de lait. Pour assurer les besoins en "froid" que nécessitent les activités de production, la laiterie de Montaigu exploite 3 tours aéroréfrigérantes (TAR), installations présentant un risque de développement et proliférations de légionelles qu'il convient d'exploiter conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des ICPE.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Désignation et formation des personnes référentes	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
2	Caractère immédiat de l'arrêt de la dispersion	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
3	Procédures arrêt immédiat et en cas de dépassement des 100000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
5	Information de l'IIC	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Demande d'action corrective	
8	Rapport d'incident	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30 jours
10	Plans	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'entretien et de surveillance	14/12/2013, article 26.I.1.	l'exploitant, Demande d'action corrective	
12	Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Identification des causes de la dérive	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.	Sans objet
6	Analyses renforcée de la concentration en Lp après l'évènement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.b et c	Sans objet
7	Conservation des souches de légionnelles lors du dépassement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	Sans objet
11	Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	Sans objet
13	Statut d'approbation du couple SA/TP des produits utilisés	Règlement européen du 22/05/2012, article 17, 65 et 89	Sans objet
14	Déclaration dans BioCid des produits biocides	Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R522-18 et article L522-2 du code de l'environnement	Sans objet
15	Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le cumul de différentes anomalies, techniques et organisationnelles, a mené au dépassement du seuil de concentration en *legionella pneumophila* de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit de la TAR Evapo1.

L'arrêt immédiat de la ventilation de la TAR dès réception du résultat d'analyse n'a pas été réalisé, de même que l'information de l'inspection. L'exploitant doit prendre des mesures afin que cette

situation ne puisse se reproduire, en particulier en actualisant la procédure dédiée à ce cas de dépassement en la rendant plus opérationnelle, et la diffusant à toutes les personnes susceptibles de la mettre en œuvre.

À ce sujet, le plan de formation au risque légionelle doit être complété afin que toutes les personnes impliquées directement ou indirectement dans l'exploitation des TAR soient formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation.

L'analyse méthodologique des risques, document essentiel pour identifier et maîtriser le risque de prolifération de la légionelle devant être mis à jour annuellement, n'a pas été actualisé depuis 2018. L'exploitant doit impérativement actualiser ce document, puis le mettre à jour annuellement.

Enfin, il a été constaté que les différents relevés des paramètres dont le suivi devrait permettre d'identifier les dérives dans la concentration en *legionella pneumophila* sont effectivement réalisés. C'est l'analyse critique de ces paramètres qui a manqué et a contribué au développement important de la bactérie dans l'eau du circuit.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désignation et formation des personnes référentes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. [...] Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes.
Constats : Aucune personne référente de l'installation n'est nommément désignée. L'exploitant a présenté les attestations de formation datant de moins de 5 ans de 6 personnes (4 exerçant au service maintenance, et 2 au service sécurité-environnement). Cependant, aucun plan

<p>de formation n'est tenu à jour. L'exploitant n'a pas présenté de liste actualisée des personnes intervenant directement ou indirectement sur l'installation, précisant fonction, types de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre.</p> <p>En particulier, le technicien environnement-sécurité ayant été chargé du suivi du dépassement du seuil de 100 000 UFC/l n'a pas suivi de formation au sujet du risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est notamment demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - désigner une ou plusieurs personnes référentes de l'installation - formaliser la liste des personnes intervenant directement ou indirectement sur l'installation - former l'ensemble de ces personnes en vue d'appréhender, selon leur fonction, le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation - tenir à jour un plan de formation conforme aux dispositions de l'arrêté de prescriptions générales du 14/12/13 <p>Après l'inspection, la liste des personnes formées actualisée à date a été transmise avec le rapport d'incident, ainsi que la programmation courant septembre de la formation du technicien environnement sécurité au risque légionelle. Ce document reste à compléter afin de répondre à l'ensemble des remarques ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 2 : Caractère immédiat de l'arrêt de la dispersion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Concentration Lp > 100000 UFC/L</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L. <p>a) [...]</p> <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a reçu par mail les résultats faisant état du dépassement du seuil de 100 000 UCF/L le 03/07 à 11h30. L'arrêt de la dispersion a eu lieu le 04/07 aux alentours de 5h, après la fin du cycle de production en cours. Cet arrêt ne peut être qualifié d'immédiat. Or, en l'absence de mesures compensatoires à l'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la tour dans des</p>

conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production actées par arrêté préfectoral, l'exploitant aurait dû arrêter immédiatement la dispersion afin d'empêcher la dispersion en dehors de son site de gouttelettes d'eau dont la concentration en Legionella pneumophila était très probablement élevée, constituant un risque de transmission de la légionellose.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Si un tel dépassement se reproduisait sur une des tours aéroréfrigérante du site, l'exploitant devra appliquer la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion, qu'il devra avoir créée et maintenue à jour (cf. point suivant).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Procédures arrêt immédiat et en cas de dépassement des 100000 UFC/L

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

b)[...]

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en Legionella pneumophila décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;

[...]

Constats :

Il est décrit dans le document SP-EV-IT-0092 « Procédure d'arrêt immédiat et de gestion de l'installation Tour aeroréfrigérante Tour Evapo 1 » transmis en amont de l'inspection les actions à réaliser en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l. Cependant, au delà du fait que certaines actions n'ont pas été réalisées, cette procédure ne permet pas de répondre aux prescriptions applicables.

Le détail des actions à mener pour arrêter la dispersion (et l'importance de cet arrêt) n'est pas mentionné, il est juste indiqué de « stopper la tour », sans préciser concrètement qui doit mener quelles actions. Il est également fait mention d'un nettoyage par une société de nettoyage industrielle, ce qui n'a pas été fait.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour ses documents afin de disposer :

- d'une procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production
- d'une procédure des actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/L

Ces procédures seront maintenues à jour et devront être assez détaillées pour permettre leur application à tout moment, quelles que soient les personnes présentes sur le site lors de la réception d'un résultat d'analyse faisant état du dépassement du seuil de 100 000 UFC/L.

Suite à l'inspection, la procédure SP-EV-IT-0092 « Procédure d'arrêt immédiat et de gestion de l'installation Tour aeroréfrigérante Tour Evapo 1 » actualisée a été transmise avec le rapport d'incident. Ce document reste à compléter afin de répondre à l'ensemble des remarques ci-dessus, en particulier s'agissant de la description précise des actions à mener pour arrêter immédiatement la dispersion. Il est fait mention dans le rapport d'incident de la création à venir d'une « *procédure d'arrêt des ventilateurs pour pouvoir finir une production en cours, prévue en septembre* ». Cette procédure pourrait centraliser toutes les actions à mener pour arrêter les ventilateurs, quels que soient les cas de figure rencontrés.

Autres remarques à la lecture de la nouvelle version de la procédure :

- Concernant le lancement de la procédure « SEUIL IMPORTANT : *LEGIONELLA* > 100 000 UFC/l », celle-ci doit débiter lors de la réception des résultats provisoire confirmés ou définitifs de l'analyse par le laboratoire externe (pas uniquement définitifs).
- Rappel des prescriptions à prendre en compte concernant le redémarrage de l'installation : « *Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.* » La procédure doit être actualisée pour intégrer cette analyse des causes préalable au redémarrage de la ventilation.
- la procédure fait mention de l'intervention d'une société extérieure pour le nettoyage mécanique des séparateurs de gouttelettes, du faisceau tubulaire et du bassin d'eau. Lors de l'épisode de dépassement de juin 2025, le nettoyage de la TAR a été réalisé en interne par le service maintenance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Identification des causes de la dérive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Concentration Lp > 100000 UFC/L

Prescription contrôlée :

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

a)[...] Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'exploitant a rapidement identifié 2 causes à cette dérive :

- l'injection du produit du traitement choc injecté deux fois par semaine le mercredi et le vendredi était obstruée
- la vanne de déconcentration était restée fermée depuis le dernier lavage choc réalisé par précaution à la suite d'une suspicion de légionelles (flore interférente)

Ainsi, comme l'exploitant l'a mentionné par courriel le 09/07 : « En raison des fortes chaleurs ces dernières semaines, de la conductivité anormalement élevée et de l'absence d'injection de produit choc, le milieu était malheureusement propice au développement de légionelles. »

Une cause additionnelle a été identifiée et communiquée après l'inspection, dans le rapport d'incident : *le nouveau biocide oxydant, injecté en continu, faisait partie d'un lot avec un problème de qualité, c'est pourquoi nous n'arrivons pas à maintenir un résiduel de chlore libre correct. Nous avons été informés de cette donnée par notre traiteur d'eau le 24/07/25.*

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est à noter que l'application du plan de surveillance aurait dû permettre d'identifier certaines anomalies plus tôt, en partie la hausse anormale de la conductivité, et potentiellement d'éviter d'atteindre une telle concentration en legionella pneumophila (voir point de contrôle n° 10).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Information de l'IIC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Concentration Lp > 100000 UFC/L

Prescription contrôlée :

1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en Legionella pneumophila supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT - TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE - DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES

<p>PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les coordonnées de l'installation ; - la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; - la date du prélèvement ; - les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a reçu l'information du dépassement le 03/07, mais n'a informé l'inspection des installations classées que le 09/07, malgré le fait que la nécessité de cette transmission d'information soit évoquée dans le document SP-EV-IT-0092 « Procédure d'arrêt immédiat et de gestion de l'installation Tour aeroréfrigérante Tour Evapo 1 ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 6 : Analyses renforcée de la concentration en Lp après l'évènement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.b et c</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Concentration Lp > 100000 UFC/L</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté.</p> <p>c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.</p> <p>Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.</p>
<p>Constats :</p> <p>Du fait d'une modification de la stratégie de traitement et de difficultés rencontrées sur l'injection des produits biocides, l'exploitant a renforcé la fréquence des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila plusieurs semaines avant le prélèvement ayant donné un résultat supérieur à 100 000 UFC/L. Les résultats des analyses réalisées sur les prélèvements des 03/07 et 10/07 sont conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant poursuivra les prélèvements et analyses en Legionella pneumophila tous les quinze jours pendant au moins trois mois après le dépassement.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 7 : Conservation des souches de légionelles lors du dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Résultats de l'analyse des légionelles</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L. - le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de <i>Legionella pneumophila</i> en raison de la présence d'une flore interférente.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a contacté le laboratoire au cours de l'inspection, qui a confirmé que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L sont conservées pendant trois mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Point de vigilance soulevé pendant l'inspection : l'exploitant doit s'assurer que la liste des destinataires des résultats d'analyse permette bien une prise de connaissance rapide de ces résultats dès réception, quelles que soient les personnes présentes sur le site, y compris en période de congés.</p> <p>L'exploitant précise à ce sujet dans le rapport d'incident transmis après l'inspection : <i>Demande d'ajout du mail du technicien environnement sécurité en destinataire des rapports d'analyse du laboratoire CARSO effectuée le 29 juillet 2025</i></p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Rapport d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration Lp > 100000 UFC/L
<p>Prescription contrôlée :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident, ainsi que la fiche stratégie de traitement définie au point I. Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV du présent article.

Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives joint au carnet de suivi.

f) Dans les six mois qui suivent l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 du présent article.

Constats :

Le rapport d'incident a été transmis à l'inspection par courrier recommandé envoyé le 08/08/2025.

Ce rapport précise effectivement l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application.

Concernant l'analyse des causes, l'absence d'analyse critique des données relevées via le plan de surveillance (en particulier le relevé quotidien et l'analyse hebdomadaire de la conductivité) doit être ajoutée à la liste des causes ayant mené au dépassement.

Plusieurs documents concernant l'exploitation des TAR doivent encore être mis à jour :

- *Révision de l'Analyse Méthodologique des Risques (AMR) des 3 TAR planifiée le 20 août avec l'APAVE que nous vous ferons parvenir dès sa réalisation*
- *Mise à jour de certains documents présents dans nos classeurs TAR débutée en juillet, à finaliser pour septembre.*
- *Réunion Laiterie de Montaigu / Veolia WTS prévue le 11 septembre 2025*

Également, l'exploitant mentionne dans le rapport d'incident qu'une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent sera réalisée dans les six mois à compter du 24 juin 2025 (en attente de la date de réalisation par le prestataire).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'ensemble des documents à annexer au rapport d'incident (plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés, ainsi que la fiche stratégie de traitement) qui seront révisés suite aux rdv planifiés avec les différents prestataires seront transmis à l'inspection.

Point de vigilance : si la réunion entre l'exploitant et son traiteur d'eau aboutit à la modification de la stratégie de traitement, alors l'AMR devra être à nouveau revue par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 9 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ; - un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ; - les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>La dernière révision de l'AMR présentée lors de l'inspection date de 2018, or cette analyse des risques doit être revue en cas de changement de stratégie de traitement (ce qui a eu lieu au premier semestre 2025) ou a minima une fois par an.</p> <p>De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le « coeur » de l'AMR, à savoir le détail de la cotation des risques aboutissant au programme d'amélioration présenté page 12/34 du rapport 1534160-5 du 6 novembre 2015 intitulé « Assistance à la réalisation de l'analyse méthodique de risques ».</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Comme il s'y est engagé dans le rapport d'incident, l'AMR doit impérativement être mise à jour et actualisée a minima chaque année.</p> <p>Points de vigilance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'après la description du mode de fonctionnement de l'installation, celle-ci fonctionne en régime intermittent ce qui constitue un facteur de risque à bien intégrer à l'AMR. Ce document doit bien analyser de façon explicite l'ensemble des éléments cités dans l'arrêté ministériel de prescriptions générale, sans oublier les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation. • Certaines informations étaient incohérentes entre les différents documents transmis en amont de l'inspection (noms des produits biocides, seuil de conductivité à ne pas dépasser etc.). La mise à jour de l'AMR et des documents afférents (plans de surveillance et d'entretien, stratégie de traitement) sera l'occasion de tout remettre en cohérence.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 10 : Plans d'entretien et de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible</p>

<p>pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i>.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de surveillance défini dans la procédure SP-EV-IT-0026 (Version du 13/01/2017 transmise en amont de l'inspection) fait état du suivi de nombreux paramètres qui, à la lumière des causes identifiées, auraient dû alerter l'exploitant quant au développement de légionelle en cours dans le circuit. En effet, il a été constaté que les suivis évoqués dans ce plan de surveillance étaient pour la plupart bien réalisés, mais ces données ainsi relevées n'ont pas fait l'objet d'une analyse critique qui aurait permis de repérer l'anomalie en cours.</p> <p>En particulier, le relevé journalier de la mesure en ligne et l'analyse hebdomadaire par le laboratoire de la conductivité, dont le seuil d'action était dépassé, aurait dû mener l'exploitant à s'interroger sur la cause de cette hausse anormale et potentiellement identifier bien plus rapidement que la vanne manuelle de déconcentration était restée fermée.</p> <p>D'autres paramètres du plan de surveillance auraient dû alerter l'exploitant, comme la consommation d'eau, ou la flore totale à 37°C.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En complément des premiers éléments apportés dans le rapport d'incident, l'exploitant doit s'assurer que des mesures empêchant cette situation de se reproduire sont prises.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>
<p>N° 11 : Nettoyage préventif annuel</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.</p>

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : c) Nettoyage préventif de l'installation Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an. [...]
Constats : L'exploitant a fait réaliser un nettoyage annuel préventif des 3 tours aéroréfrigérantes du site, les rapports de la société de nettoyage ont été présentés lors de l'inspection : - nettoyage le 11 avril 2025 pour les TAR Evapo 1 et F6 - nettoyage le 17 novembre 2024 pour la TAR Baltimore.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Transmission des résultats d'analyses des concentrations en Lp

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.e
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.
Constats : Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspection par le biais des déclarations effectuées sur le portail GIDAF. Le délai de 30 jours entre les prélèvements et la date de transmission des résultats n'est pas systématiquement respecté, en particulier s'agissant des déclarations des mois de juin et juillet 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant respectera le délai de 30 jours maximum entre les prélèvements et la date de transmission des résultats d'analyses, et ce quelles que soient les personnes présentes sur le site y compris en période de congés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 13 : Statut d'approbation du couple SA/TP des produits utilisés

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 17, 65 et 89
Thème(s) : Produits chimiques, Produits biocides
Prescription contrôlée : article 17 du BPR: 1. Les produits biocides ne sont mis à disposition sur le marché ou utilisés que s'ils ont été autorisés conformément au présent règlement. article 65 du BPR: 1. Les États membres prennent les dispositions nécessaires pour contrôler si les produits biocides et les articles traités mis sur le marché sont conformes aux exigences du présent règlement. article 89 du BPR: (Mesures transitoires) 2. Par dérogation à l'article 17, paragraphe 1, à l'article 19, paragraphe 1, et à l'article 20, paragraphe 1, du présent règlement et sans préjudice des paragraphes 1 et 3 du présent article, un État membre peut continuer d'appliquer son système actuel ou ses procédures actuelles de mise à disposition sur le marché d'un produit biocide donné pendant deux ans à compter de la date d'approbation de la dernière des substances actives à avoir été approuvée contenues dans ce produit biocide. 3. Si aucune demande d'autorisation ou de reconnaissance mutuelle simultanée n'a été soumise conformément au deuxième alinéa: a.le produit biocide n'est plus mis à disposition sur le marché dans un délai de 180 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives; et b.l'élimination et l'utilisation des stocks existants du produit biocide peuvent se poursuivre pendant 365 jours après la date de l'approbation de la ou des substances actives.
Constats : Deux produits biocides utilisés par l'exploitant pour la maîtrise du risque de développement de la légionellose dans les tours aéroréfrigérantes ont été examinés : AQUALEAD BC 16C - TP11 (Produits de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication) Substance active : Chlore actif libéré à partir de l'hypochlorite de sodium (CAS n° 7681-52-9), substance en cours d'examen pour le TP11 Ce produit est en régime transitoire. Une demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) ou de reconnaissance mutuelle devra être demandée par le metteur sur le marché du biocide avant la date d'approbation de la substance active, sans quoi il y aura interdiction de commercialisation du biocide (date d'approbation SA + 6 mois), puis interdiction d'utilisation du biocide (date d'approbation SA + 12 mois). SPECTRUS NX 1164 - TP11 (Produits de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication) Substance active : C(M)IT/MIT (3:1) (CAS n° 55965-84-9), date approbation TP11 : 01/07/2017 La substance active étant approuvée, ce produit est en régime pérenne. D'après les déclarations du fournisseur Veolia WTS France sur la plateforme BioCID (voir point de contrôle suivant), ce produit dispose bien d'une autorisation de mise sur le marché, n° EU-0025449-0008.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déclaration dans BioCid des produits biocides

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2016, article Article R522-18 et article L522-2 du code de l'environnement
Thème(s) : Produits chimiques, Produits biocides
Prescription contrôlée : Article L522-2 I.-Le responsable de la mise à disposition sur le marché d'un produit biocide déclare ce produit à l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail mentionnée à l'article L. 1313-1 du code de la santé publique préalablement à la première mise à disposition sur le marché. Article R522-18: La déclaration des produits biocides prévue au I de l'article L. 522-2 est adressée, par voie électronique, à l'Agence nationale, préalablement à la première mise à disposition sur le marché, sur le territoire national.
Constats : Les 2 produits biocides examinés sont déclarés sur BioCid (https://biocid-anses.fr) : AQUALEAD BC 16C : N° inventaire : 69092 Société déclarante : Veolia WTS France Date de soumission de la déclaration : 11/08/2021 SPECTRUS NX 1164 N° inventaire : 694 Société déclarante : Veolia WTS France Date de soumission de la déclaration : 10/11/2017
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : État des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : 2. Entretien préventif de l'installation L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du

taux d'entraînement vésiculaire définit à l'article 12.
<p>Constats :</p> <p>La visite de terrain a permis de constater le bon état général des parties externes et visibles de la TAR Evapo 1. Le point de prélèvement est correctement étiqueté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite